"Temps perdu à Venise" dans Combat (29 mai 1956)

Légende: Le 29 mai 1956, le quotidien français Combat pointe le peu d'intérêt suscité en France par la conférence de Venise pour la relance européenne et affiche son scepticisme quant aux chances de succès de l'Euratom ou d'un marché commun européen.

Source: Combat. de la Résistance à la Révolution. 29.05.1956, n° 3705; 14e année. Paris: Combat. "Temps perdu à Venise", auteur:Fabiani, Jean , p. 1; 9.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.
Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.
Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/temps_perdu_a_venise_dans_combat_29_mai_1956-fr-a39529cb-721a-4c9c-9361-18217ccefb0f.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Temps perdu à Venise

Il est des idées que leurs défenseurs s'ingénient à tuer. Celle de l'Europe en est une. Alors que l'unification européenne ne devait être présentée aux peuples comme un suprême salut, ses maladroits supporters ont accumulé toutes les erreurs qui devaient assimiler leurs tentatives à des abdications françaises.

La plus malencontreuse fut sans doute l'affaire de la CED. Commencer l'Europe par celle des sergents-majors, et s'en prendre au premier abord à ce qui doit rester le dernier apanage de la souveraineté nationale, fut une de ces monumentales fautes qui portent en elles-mêmes leur sanction. La CED assena à l'Europe un coup dont elle a peine à se remettre.

L'expérience n'a pas servi, et aujourd'hui l'Euratom, lorsqu'il quittera le cercle des conversations entre initiés pour pénétrer dans l'arène politique, suscitera en France le même sursaut que celui qui balaya la CED.

Renoncer à l'utilisation militaire de l'énergie atomique, privilège français, que ne possède pas l'Allemagne à qui cette utilisation est interdite, abandonner l'avance technique que nous possédons, et faire cadeau à nos voisins des immenses ressources de matière première dont nous bénéficions, tel est, en gros, l'aspect immédiat de l'Euratom pour la France.

C'est dire que la conférence de Venise ne suscite pas chez nous un grand intérêt. D'autant plus que la réalisation essentielle qui devrait concrétiser l'Europe, la création d'un marché commun, est encore du domaine de l'imprévisible.

Il semble que sur ce point comme sur tous les autres, les européens mettent la charrue avant les bœufs. Faire de l'Europe entière un marché commun, c'est-à-dire aboutir en fait à la suppression des barrières douanières, cela implique que les conditions de la production seront égalisées chez tous les participants. Les charges fiscales, les charges sociales, le taux des salaires doivent être harmonisés afin que la concurrence joue librement. Ce n'est pas le cas, et aucune tentative pour aboutir à cette harmonisation n'a été entreprise.

Dès lors le marché commun n'a aucune chance d'entrer dans la voie des réalités, puisque les nations qui payent le mieux leurs ouvriers et leur assurent un système de prévoyance sociale efficace voient leurs prix surchargés et seraient écrasés économiquement par les concurrents moins sociaux.

La France s'apprête donc à répéter à ses interlocuteurs de Venise ces vérités premières.

Elle pourrait, par la même occasion, préciser l'ordre de ses propres urgences. Son premier problème est l'Algérie de la solution duquel dépend son avenir.

Ce n'est qu'une fois le calme revenu qu'elle pourra penser à cette Europe qui pense si peu à elle dans ses embarras actuels.

Jean Fabiani